



Transdev IDF
Mercredi 19 juin 2024

Contre le poison de l'extrême droite, le seul rempart sera nos luttes !

Avec son coup de la dissolution de l'Assemblée nationale, Macron fait une passe décisive au RN. Après avoir pavé la voie à l'extrême droite par sa politique, en particulier avec sa loi sur l'immigration directement inspirée par le RN, le prétendu « rempart » macroniste devient un tapis rouge pour Bardella, qui se voit déjà Premier ministre, dans le cadre d'une cohabitation avec Macron. Face au danger de voir l'extrême droite arriver au pouvoir, des centaines de milliers de personnes ont manifesté partout en France.

À bas Le Pen, la présidente d'un parti raciste

Le RN prétend incarner la haine de Macron, mais en épargnant soigneusement le patronat, responsable des bas salaires et des licenciements et de notre appauvrissement. La manière dont Bolloré, ce patron milliardaire, met son empire médiatique (CNews, le JDD, Paris Match, Europe 1, Canal+) au service de l'extrême droite illustre cette connivence avec le monde patronal. Le programme anti-ouvrier et pro-patronal du RN, son racisme décomplexé, son sexisme et son homophobie présentent un grave danger non seulement pour les concernés mais aussi pour les divisions qu'il fait peser sur les classes populaires. Tout bénéficie pour le patronat qui pourra redoubler d'attaques. Le RN est un danger mortel pour nous, travailleuses et travailleurs, et pour l'ensemble de la société. Le RN, ça ne s'essaye pas, ça se combat, mais comment ?

Ce n'est pas à Matignon ni au palais Bourbon que nous aurons satisfaction

Tous les leaders de la gauche rabibochés en catastrophe, dont d'anciens ministres, voudraient qu'on compte aujourd'hui sur leur unité dans les urnes pour se débarrasser de Le Pen et de Macron et de leur politique au service du grand capital. Mais comment croire qu'un bulletin de vote y suffira ? D'autant que le Nouveau Front populaire propose 267 investitures du PS et d'EELV, des partis qui ont soutenu et participé au gouvernement de François Hollande : « loi travail », répression violente des manifestants sous Manuel Valls, chasse aux migrants déjà... Hollande lui-même se présente, soutenu par le Front populaire. Et comment croire qu'avec un Aurélien Rousseau, ancien ministre de la Santé de Macron, qui vient d'être investi, on va sauver l'hôpital ?

Ce « Nouveau Front populaire » fait certes quelques promesses aux salariés. Mais comment arracher quoi que ce soit au patronat sans entrer nous-mêmes dans la bataille, pendant la campagne mais aussi après les élections, quels que soient les résultats ? La démagogie anti-système du FN-RN s'est nourrie depuis 40 ans des désillusions semées par Mitterrand, Jospin, Hollande... qui ont fait croire au changement mais ont renié leurs promesses aussitôt parvenus à la tête d'un État taillé sur mesure pour défendre les intérêts du patronat.

Ce sont 40 ans de prétendus barrages, 40 ans de politiques antisociales et racistes de gauche comme de droite, qui expliquent aujourd'hui en grande partie ces 40 % pour l'extrême droite.

Place à nos luttes et notre organisation

Pour enrayer cette mécanique infernale où les barrages se transforment en boulevards, nous ne devons compter que sur nous-mêmes, reprendre confiance en nos propres forces pour nous affronter à ce système économique qui nourrit aujourd'hui les idées les plus réactionnaires.

Oui, face à la menace de l'extrême droite, un sursaut est nécessaire et il faut faire front, mais par nos luttes et notre force collective. Dans les entreprises et les quartiers, aidés par les équipes militantes syndicales et associatives qui s'y décideront, nous avons la force de nous organiser. Nous faisons tourner toute la société, nous pouvons aussi tout arrêter : la force des salariés, c'est la grève ! Travailleurs et travailleuses, sauvons-nous nous-mêmes !

C'est ce que le NPA-Révolutionnaires dira dans ce premier tour des législatives du 30 juin prochain, en appelant à voter pour ses propres candidatures là où elles existent et pour celles de Lutte ouvrière partout ailleurs.

Un silence de plus en plus pesant...

Dans des dépôts Transdev Sud-Yvelines des lignes vont être modifiées à partir du 2 septembre, annonce la direction... sans préciser comment. Et des problèmes à régler il y en a déjà beaucoup... peut-être faut-il déjà commencer par-là ? Depuis janvier, de nombreux problèmes perdurent sur les fiches de salaires, l'attribution des primes des conducteurs, des bus détériorés et vieux etc. Quand les conducteurs demandent des explications à la direction, silence radio, personne ne répond... Peut-être faut-il directement aller voir la direction en nombre et imposer un rapport de force pour avoir enfin des réponses ?

Du salaire en moins bien caché

Depuis le lancement du réseau Sud Yvelines en janvier dernier, certains de nos collègues doivent payer plus cher leur plein d'essence, d'abord à cause de Total et des patrons du pétrole qui s'engraissent, mais aussi car les distances domicile-travail s'allongent dû fait des changements de dépôts. Et bien sûr ce coût n'est pas compensé par la boîte. Mais ce n'est pas la seule attaque contre les salaires dans ces dépôts : les indemnités repas ont disparu, la mutuelle rembourse moins, le décompte du temps de travail se fait sur quatre semaines plutôt qu'une ou deux et puis il y a l'arnaque du TI... Avec la mise en concurrence, les patrons font tout pour nous payer moins sans que ça se voit. Et ça c'est parce qu'ils craignent notre colère. Il est temps d'inverser le rapport de force, et d'imposer l'augmentation des salaires !

Marion Maréchal et l'extrême-droite contre les syndicats et le droit de grève

Le 21 mai, Marion Maréchal-Le Pen annonçait à la fois vouloir « une réforme syndicale » et durcir les conditions du droit de grève et même « l'interdire pendant les vacances et les jours fériés ». C'est contre toute forme d'organisation des travailleurs que l'extrême-droite se bat pour conforter toujours plus le patronat. Maréchal prétend que les syndicats « feraient la poche des français ». Culotté venant de cette héritière multimillionnaire qui n'a jamais travaillé, grassement payée par le contribuable pour répandre son venin. Contre l'extrême-droite et ses idées, unité des travailleurs par la grève et la mobilisation !

Le train, trop cher pour une personne sur deux

Selon l'Ifop, une personne sur deux n'a pas pris le train au cours des douze derniers mois. Pour 53 %, la cause principale serait le prix excessif des billets. La direction en est tellement consciente qu'elle propose de les payer en plusieurs fois ! Et même lorsque les destinations sont à plus de 500 km, le train n'est que la troisième option

avec 18 % d'utilisateurs, derrière l'avion (30 %) et la voiture (52 %). Et si le train reste, de très loin, le moyen de transport le moins polluant, certains trajets sont moins chers en avion qu'en train. On marche sur la tête dans cette société.

Stages bidons, pour vraie exploitation

Plus de 500 000 élèves de seconde doivent commencer un stage de deux semaines à partir du 17 juin. Mais, selon la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) et selon les proviseurs des lycées, il est probable qu'un jeune sur deux reste à la maison, faute d'avoir trouvé un stage. Le ministère de l'Éducation nationale n'a d'ailleurs aucun chiffre fiable à fournir... Quant à ceux qui ont trouvé, ils vont bien souvent se retrouver à travailler gratuitement à Pizza Hut ou dans des supermarchés. Une manière de concrétiser l'école du tri social que veut mettre en place le gouvernement, à coup de groupes de niveau dès le collège.

La direction de Radio France se prépare à l'alternance

Sybile Veil, macroniste de la première heure et directrice de Radio France, a prononcé le licenciement de Guillaume Meurice, chroniqueur de gauche arrivé sur l'antenne en 2012. Plus que sa blague sur Netanyahu, c'est la « déloyauté répétée » dont il aurait fait preuve qui lui vaut de se faire virer.

En accédant à une revendication de l'extrême-droite qui réclame la tête de Meurice depuis plusieurs mois, Sybille Veil montre que de son côté, elle sera loyale à un gouvernement du RN si jamais celui-ci advient. Dans cette société, la liberté d'expression s'arrête là où commence la carrière de son employeur...



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :